**[Le véritable accord Trump-Zelensky de 500 milliards de dollars sur les minéraux](https://www.counterpunch.org/2025/02/28/the-real-trump-zelensky-500-billion-minerals-deal/)**

Article initialement publié le 28 Février 2025 sous le titre

[**The Real Trump-Zelensky $500 Billion Minerals Deal**](https://www.counterpunch.org/2025/02/28/the-real-trump-zelensky-500-billion-minerals-deal/)

Dans [Counterpunch](https://www.counterpunch.org/2025/02/28/the-real-trump-zelensky-500-billion-minerals-deal/)

Auteur : [Jack Rasmus](https://www.counterpunch.org/author/jack-rasmus/)

La semaine dernière, l'administration Trump et l'Ukraine ont finalement signé un accord sur le partage des droits miniers de l'Ukraine. Mais un examen plus approfondi du document publié montre que cet accord minier 2.0 est fondamentalement différent de l'accord 1.0 proposé par Trump en février. On pourrait plus précisément l'appeler une capitulation de Trump.

En mars, l'accord initial 1.0 de Trump devait être signé à la Maison Blanche avec le président ukrainien Zelensky. Cette réunion a notoirement explosé sous les yeux du monde entier dans des échanges verbaux ascerbiques entre Zelensky, le vice-président JD Vance et Trump.  Zelensky a ensuite quitté la réunion et a immédiatement quitté les États-Unis, s'envolant directement pour une réunion avec le Premier ministre britannique, Keir Starmer, qui l'a accueilli publiquement à bras ouverts et avec des accolades.

Lors de la réunion à la Maison Blanche, toutes les parties devaient annoncer l'accord. Mais à son arrivée, Zelensky a informé Trump qu'il ne pouvait pas être d'accord. Les parties étaient donc d'humeur agitée avant même la réunion. Zelensky a fait un commentaire désagréable en ukrainien à Vance et la situation s'est dégradée à partir de là.

L'essence du « Minerals Deal 1.0 » de mars appelait l'Ukraine à accepter d'utiliser les revenus de l'exploitation de ses minéraux pour rembourser les États-Unis pour l'aide militaire et économique octroyée à l'Ukraine. Trump a estimé ce montant à 350 milliards de dollars. D'autres sources estiment environ 100 milliards de dollars. Le montant réel se situe sans doute quelque part entre les deux. En tout cas, il s'agit d'une aide financière non négligeable.

Zelensky a toujours soutenu qu'un tel accord devait être accompagné d'un accord de sécurité formel entre les États-Unis et l'Ukraine. C'était une condition préalable dès le début, en octobre 2024, lorsque Zelensky lui-même a proposé un accord de partage des minéraux. Cependant, les États-Unis n'ont jamais lié un accord de sécurité à l'accord. L'absence d'une clause de sécurité dans l'accord est à l'origine du volte-face de Zelensky sur l'accord au dernier moment lorsqu'il est arrivé aux États-Unis pour la réunion à la Maison Blanche.

Le Minerals Deal 2.0 signé la semaine dernière a peu à voir avec l'offre précédente de Trump 1.0. Le 2.0, par exemple, exclut explicitement toute utilisation des revenus de l'exploitation minière conjointe pour rembourser aux États-Unis l'aide en retour accordée à l'Ukraine sans aucune condition par l'administration Biden.

Le fait de ne pas rembourser l'aide antérieure rend l'accord 2.0 fondamentalement différent de la proposition initiale de Trump. Et davantage différencie encore les deux accords.

L'accord 2.0 signé la semaine dernière crée un fonds d'investissement dans lequel les revenus de l'exploitation des minéraux ukrainiens seraient déposés.  Le Fonds d'investissement prévoit également que les États-Unis et l'Ukraine supportent les coûts de l'extraction des minéraux à 50 % à 50 %.  Cependant, alors que les coûts sont partagés à 50-50, cela ne dit rien sur le partage des revenus à 50-50. En fait, l'accord 2.0 serait muet sur la façon dont les revenus seront partagés, ou s'ils le sont du tout.

Ce que le document du Fonds d'investissement dit en ce qui concerne les revenus, c'est que tous les revenus de la mise en valeur et de l'exploitation des minéraux ukrainiens seront reversés dans le Fonds d'investissement dans leur intégralité pendant les dix premières années suivant la création du Fonds. Tous les revenus reviennent donc en Ukraine ; aucun revenu ne revient aux États-Unis pour remboursement ou, en fait, apparemment pour quelque raison que ce soit.

On peut se demander pourquoi Trump a complètement capitulé, abandonnant sa principale revendication antérieure de revenus compensant les États-Unis pour l'aide en retour ?

Le libellé du Fonds d'investissement permet en outre à l'une ou l'autre des parties, les États-Unis ou l'Ukraine, de déposer des fonds supplémentaires, en plus des revenus provenant de l'exploitation des minéraux, dans le Fonds. De plus, et c'est une disposition des plus intéressantes, l'Ukraine a interprété cette contribution supplémentaire au Fonds comme signifiant que les États-Unis pourraient contribuer au fonds sous la forme de davantage de livraisons d'armes à l'Ukraine. En d'autres termes, la valeur des armes irait à la part des États-Unis dans l'engagement de coût 50-50.  En outre, les médias américains ont rapporté que l'accord 2.0 inclut le droit de l'Ukraine d'utiliser sa part des revenus du Fonds pour acheter des armes américaines.

En d'autres termes, ce langage suggère que le Fonds est destiné à fonctionner comme une porte dérobée pour de nouvelles livraisons d'armes américaines à l'Ukraine, revenant ainsi sur la déclaration publique passée de Trump selon laquelle il n'accepterait plus d'expéditions d'armes à l'Ukraine.

Ce n'est pas une coïncidence si, quelques jours après la signature de l'accord, les médias américains ont rapporté que les États-Unis avaient recommencé à délivrer des licences pour de futures livraisons d'armes à l'Ukraine. Et que les États-Unis fourniront les avions F-16 du Danemark donnés à l'Ukraine. Ensuite, il y a la récente révélation que les États-Unis ont organisé l'envoi par Israël et l'Allemagne à l'Ukraine de deux systèmes de missiles Patriot américains ? Cela n'inclut pas les missiles eux-mêmes. Seuls les États-Unis peuvent le faire et le feront probablement bientôt.

Une autre caractéristique curieuse est que l'accord de capitulation Minerals 2.0 n'est que l'un des trois documents impliqués dans l'accord à avoir été publié. C'est le Fonds d'investissement. Alors, où sont les deux autres ? Que disent-ils ? Et pourquoi les médias et les politiciens n'exigent-ils pas la publication des deux autres documents « silencieux » ?  Peut-être Trump a-t-il concédé plus qu'il ne veut pas être révélé ?

Il est curieux que tous ces termes de l'accord sur les minéraux se soient rapidement mis en place après la rencontre de Trump avec Zelensky au Vatican la semaine dernière, alors que tous deux assistaient aux funérailles du pape François. Une séance de photos a été publiée et distribuée dans le monde entier, montrant Trump et Zelensky assis sur des chaises face à face au Vatican. Par la suite, dans les 24 heures, l'accord sur les minéraux est annoncé !

Quelqu'un pense-t-il que ce moment n'était qu'une simple coïncidence ? Ou croyez -vous la version des médias selon laquelle Zelensky a été capable de boutonner Trump aux funérailles au dernier moment, d'obtenir une réunion et de convaincre Trump de signer l'accord sur les minéraux avec toutes les conditions bénéficiant spécifiquement à l'Ukraine – c'est-à-dire pas de revenus remboursant les États-Unis pour l'aide passée, partage des coûts mais pas de partage des revenus pour quelque raison que ce soit, une porte dérobée pour une future livraison d'armes américaines. deux des trois documents n'ont pas été publiés, et qui sait quoi d'autre ?

Le Fonds d'investissement a-t-il vraiment pour but de financer le futur développement conjoint des minéraux ukrainiens et le redéveloppement de l'économie ukrainienne ? Ou s'agit-il d'un moyen de permettre à l'Ukraine d'acheter davantage d'armes américaines ?

Quoi qu'il en soit, le Minerals Deal 2.0 ressemble peu au Minerals Deal 1.0 original de Trump. Ce à quoi cela ressemble, cependant, c'est à une capitulation majeure de Trump devant l'Ukraine et Zelensky.

La question est de savoir pourquoi cette capitulation devant Zelensky et l'Ukraine ? Il y a plusieurs explications possibles. En voici quelques-unes.

Tout d'abord, certains prétendent qu'il ne s'agit que d'une autre escroquerie de Trump. Qu'il est en train de créer un fonds qu'il trouvera d'une manière ou d'une autre un moyen d'exploiter personnellement.  Je ne le crois pas. Ceux qui suggèrent cela doivent montrer comment il compte obtenir un Fonds qui semble bloqué pour dix ans en faveur de l'Ukraine.

Une autre explication est que le véritable langage régissant l'accord est contenu dans les deux documents qui n'ont pas été rendus publics. Les deux autres documents sont plus exigeants envers l'Ukraine et pro-américains.  Mais ce n'est que pure conjecture. Il faudrait voir ce que disent réellement les autres documents et il est peu probable que le contenu apparaisse de sitôt.

Une autre est que les néoconservateurs américains, les Européens et Zelensky se sont tous ligués contre Trump à Rome lors des funérailles et, comme cela apparaît si souvent dans le cas de Trump, l'ont atteint en dernier et l'ont retourné. C'est plausible. Trump est connu pour prendre des décisions basées sur les derniers défenseurs qui ont son oreille.

L'auteur de cet article estime toutefois que l'accord Minerals 2.0 est un moyen pour Trump de montrer des progrès sur la question de l'Ukraine et de la guerre.  Trump et son équipe ont consacré beaucoup d'efforts à faire avancer son « plan Kellogg » comme base d'un cessez-le-feu et pour entamer des négociations entre l'Ukraine et la Russie. Le plan Kellogg s'est effondré quelques jours seulement avant la signature du Minerals Deal 2.0.  Et rien n'indique qu'il sera un jour ressuscité. Cet effondrement a dû avoir une certaine influence sur la capitulation de Trump sur l'accord sur les minéraux.

Le plan Kellogg s'est effondré principalement parce que Zelensky refuse de parler jusqu'à ce que la Russie cesse inconditionnellement le feu, période au cours de laquelle Zelensky se réserve le droit de rééquiper, de réarmer le personnel militaire et de repositionner les unités militaires à sa guise. La position de la Russie est qu'elle négociera n'importe quand et n'importe où, mais le cessez-le-feu est un sujet de discussion après le début des négociations. Les dirigeants européens sont tout à fait d'accord avec la position de Zelensky sur la question du cessez-le-feu.

D'autres positions des deux parties, l'Ukraine et la Russie, les séparent encore plus : Zelensky exige que la Russie renonce à tous les territoires occupés avant les négociations ; La Russie déclare que les quatre régions et la Crimée font maintenant partie de la Russie et, selon sa constitution, ne peut pas négocier la cession d'une partie du pays. En outre, la Russie exige que l'Ukraine se démilitarise et déclare qu'elle ne rejoindra pas l'OTAN ; Zelensky rejette l'une ou l'autre de ces exigences, car elle n'est pas un sujet de négociation.

En d'autres termes, le plan Kellogg de Trump était fondamentalement naïf comme base pour tout cessez-le-feu ou négociation. Il n'est pas surprenant qu'il se soit effondré. Le fait que Trump l'ait poussé si longtemps suggère qu'il a reçu de mauvais conseils ou que le plan n'a toujours été qu'une couverture pour d'autres négociations.

L'effondrement du plan Kellogg a donné l'impression à Trump qu'il était maintenant dans une « impasse » dans ses efforts de médiation de la guerre et incapable de tenir sa promesse de campagne de mettre fin à la guerre en 24 heures en réunissant les parties et, pour emprunter une expression, en « faisant aux deux parties une offre qu'elles ne pouvaient pas refuser ».  L'effondrement du plan révèle que les États-Unis n'ont plus le niveau d'influence qu'ils avaient autrefois à l'apogée de leur puissance impériale au début du XXIe siècle. Le monde a évolué. Les États-Unis sont relativement plus faibles ; le reste du monde est relativement plus fort.  Trump est apparu faible avec l'effondrement du plan Kellogg.

L'accord Minerals 2.0 est donc un événement de substitution, pour permettre à Trump de montrer que les événements ne sont pas au point mort. Il n'a pas encore failli à sa promesse de campagne. Tout n'est pas dans une impasse fondamentale.

Les alternatives de Trump à ce stade sont soit de suivre les conseils de ses conseillers néoconservateurs, de fournir plus d'armes à l'Ukraine et de menacer les Russes que d'autres actions américaines sont à venir s'ils ne viennent pas à la table des négociations. Mais il s'agit essentiellement du plan Biden qui n'a produit aucun résultat au cours des trois années précédentes.  C'est aussi la position des néoconservateurs américains : le véritable plan A. Ils ont peut-être accepté le plan B de Kellogg en sachant très bien qu'il s'effondrerait.

L'autre choix de Trump est de suivre les conseils d'autres comme Witkoff et Vance dans son administration pour libérer l'Ukraine et mettre fin à toute aide militaire américaine actuelle.  Laissons les événements évoluer sur le terrain au cours des six prochains mois et intervenons à nouveau plus tard cette année lorsque l'une ou les deux parties, l'Ukraine et/ou la Russie, seront plus disposées à un compromis.

Trump semble maintenant dériver dans la direction du plan des néoconservateurs visant à ressusciter le plan A d'une manière ou d'une autre et s'éloigner de l'opinion opposée selon laquelle le seul choix est de réduire les pertes et de laisser les Européens mener leur guerre en Ukraine s'ils le souhaitent.

Au moment où nous écrivons cet article, des rapports indiquent que Trump veut maintenant une rencontre directe en face à face en mai avec Poutine en Arabie saoudite en mai.  Cela suggère soit qu'il n'est pas trop sûr d'obtenir directement quelque chose de ses conseillers néoconservateurs ; ou peut-être pense-t-il qu'il peut conclure un accord sur la table avec Poutine – comme s'il concluait une sorte d'acquisition d'entreprise où les deux parties « marchandent » les principales questions non résolues sur la table à la onzième heure pour sceller un accord.

Dans ce dernier cas, il aura du mal à convaincre les Russes qu'il n'est pas un politicien occidental comme les autres qui fait des promesses, signe même des documents, sur lesquels il revient ensuite – comme cela s'est produit en 2015 avec l'accord de Minsk II et à nouveau à Istanbul en 2022 lorsque la guerre aurait pu se terminer sans l'intervention européenne de l'OTAN qui a convaincu Zelensky de poursuivre le conflit.

*Jack Rasmus est l'auteur de «* [*The Scourge of Neoliberalism : US Economic Policy from Reagan to Trump*](https://www.amazon.com/exec/obidos/ASIN/1949762033/counterpunchmaga) *», Clarity Press, janvier 2020. Il blogue sur* [*jackrasmus.com*](http://jackrasmus.com/) *et anime l'émission de radio hebdomadaire, Alternative Visions sur le Progressive Radio Network, le vendredi à 14 h HNE. Son pseudo Twitter est @drjackrasmus.*